

CIBLE

ÉCOUTES

Il y a peu, on reprochait à « L'Événement du Jeudi » de fonder ses accusations sur de simples rumeurs. Notre confrère a sans doute voulu s'amender puisqu'il appuie désormais ses enquêtes sur des preuves. L'ennui est que, dans l'affaire Garetta, ces preuves ont été obtenues par l'écoute clandestine d'une conversation entre les avocats du médecin emprisonné et un journaliste du Monde.

Ce type d'écoute est évidemment interdit, et la recherche de renseignements par ce biais est répréhensible sur le plan moral comme sur le plan pénal. A fortiori la publication de tout ou partie des enregistrements ainsi obtenus, qui d'ailleurs ne constituent pas des preuves.

Malgré la gravité de ces infractions, L'Événement a échappé à la saisie. Telle est la décision de la justice. Mais l'autorité de la chose jugée ne nous empêche pas de dire, avec la rédaction du Monde, qu'il faut voir dans cette pratique de l'écoute clandestine une « dérive des mœurs journalistiques claire et consternante » qui déshonore ceux qui la pratiquent.

FRANCE

Les royalistes peuvent-ils encore espérer ?



Ecolos

Vers un lobby vert ?

(p. 3)

Tabac

La rage réglementaire

(p. 2)

M 2242 - 588 - 15,00 F



Hypocrisies réglementaires

D'abord une confession, qui nous évitera peut-être trois désabonnements de non-fumeurs militants, défenseurs de la liberté de respirer, et trois autres de fumeurs acharnés, amis de la liberté d'inhaler. Je suis une fumeuse repentie, j'ai écrasé ma dernière clope il y a deux ans, j'ai été sur les nerfs pendant un mois puis je n'y ai plus pensé jusqu'à cette nuit du 31 octobre, où, campagne anti-tabac aidant, j'ai rêvé que j'aspirais voluptueusement une bonne grosse bouffée de Gauloise Bleue.

D'où des sentiments mêlés. L'entrée en vigueur du décret sur l'usage du tabac me range dans le camp des vertueux, sans que j'aie à faire le moindre effort : coup double ! Mais l'interdiction de fumer dans les lieux publics est, si je puis dire, irritante. Pourquoi ?

D'abord parce que l'État est parfaitement hypocrite dans cette affaire : il produit du tabac par SEITA interposée et réprime son usage, il porte par conséquent atteinte à la santé publique (et paie pour les malades) tout en veillant à la salubrité de l'air dans les halls de gare et sur les quais du métro. Ce n'est pas la première fois qu'il se livre à ce double jeu : tandis que la police dresse des procès verbaux pour racolage sur la voie publique,

La vague néo-libérale achève de mourir sous nos yeux. Mais l'hyper-réglementation qui l'a accompagnée lui survivra...

le fisc encaisse sans sourciller les impôts des prostituées. Après l'État flic et maquereau, voici que l'État devient tout à la fois cancérigène et cancérologue. Bravo !



Le deuxième motif d'irritation, c'est que le décret anti-tabac nous fait franchir un nouveau degré dans l'escalade réglementaire. On sait que le principe de la libre-concurrence exige une normalisation préalable des produits qui s'effectue tant bien que mal grâce à un surcroît de bureaucratie : telle est la logique infernale du « libéralisme » bruxellois, dont on tente de sortir par la règle de la subsidiarité qui recréera

inmanquablement une diversité faussant les conditions idéales de la concurrence. Mais en proclamant cette règle de l'action subsidiaire, on ne s'est pas aperçu que les États nationaux l'appliquaient déjà par la force des choses : la politique de l'environnement, par exemple, se traduit par une réglementation de plus en plus détaillée - du bruit au transport des ordures.

Je n'ai rien contre ces dispositions, et je boucle ma ceinture de sécurité comme tout le monde. Mais j'observe une tendance, et je crains qu'on la pousse toujours plus loin, au détriment de la liberté. Ira-t-on, pour des motifs de santé publique, jusqu'à obliger les citoyens à mettre un chandail à partir du 1^{er} novembre ? Pourquoi n'interdit-on pas l'alcool qui est tout aussi pathogène que le tabac ? Sera-t-on obligé dans un proche avenir de présenter un paquet de préservatifs à toute réquisition, et de démontrer à un fonctionnaire assermenté qu'on en connaît l'usage ? C'est dire qu'il n'y a pas de limites claires à l'activité réglementaire, qu'elle risque de nous plonger en plein arbitraire.

Le troisième et dernier motif

d'irritation, c'est cette obsession du monde pur qui caractérise certains écologistes et qui pousse les plus radicaux à considérer l'homme comme un agent polluant. Dans le cas du tabac, cette obsession a des effets ridicules : on interdit le tabac dans les gares et dans les stations de métros, riches en courants d'air qui chassent la fumée, mais où surabondent les microbes de toutes sortes.

Ces réticences quant à l'extension des règlements n'impliquent aucune complaisance pour le tabagisme. Il est vrai que le tabac des autres est pénible et dangereux dans ces espaces clos que sont les bureaux, les compartiments des trains, etc. J'observe simplement que jusqu'à présent nombre de rapports sociaux quotidiens se composaient grâce aux règles de la politesse - notamment quant à l'usage du tabac. La réglementation remplace la civilité, la souplesse des comportements se rigidifie en confrontations juridiques assorties de sanctions, l'invitation amicale au respect d'autrui est remplacée par l'appel à la police, le sens de la responsabilité de chacun à l'égard de chacun se perdra dans la lecture du texte réglementaire. C'est sans doute ce qu'on appelle le retour à l'authentique...

Annette DELRANCK

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Hypocrisies réglementaires - p.3 : Une souris verte... - p.4 : Gos save the Québec - p.5 : Tribulations d'un Japonais en Chine - p.6/7 : L'avenir du royalisme - p.8 : Louis XVI, Roi révolutionnaire ? - p.9 : Ernest Renan : le 19^e siècle parle au 20^e siècle - p.10 : 25 octobre - La médiocrité est-elle révolutionnaire ? - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Les plombs qui sautent.

REDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication : Yvan AUMONT
Comm. parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (100 F), six mois (185 F), un an (270 F), de soutien (500F)*

(* Encadrez la formule de votre choix)

NOM :

Adresse : Prénom :

Profession :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Une souris verte...

Ces « alliances buissonnières » comme titre joliment *Libération* (1) préludent-elles à l'éparpillement des formations nouvelles, sont-elles une étape vers le « pôle écologiste fort » que paraissent souhaiter leurs dirigeants, ou marquent-elles une subversion de la démocratie ?

Trempez-la dans l'huile...

Le caractère « inclassable » des amis de Lalonde et Waechter devrait nous être plutôt sympathique. Il serait bon signe dans la mesure où il révèle l'irruption dans l'arène politique d'une force assez neuve pour prendre à contre-pied la routine droite-gauche et forcer l'ensemble des acteurs à une remise en cause de leurs positions.

Ce dont on rêvait voilà quinze ans est largement dépassé quand la piste de compétition ou l'autoroute font un détour pour épargner une fleur remarquable ou un marais. On ne peut le nier, le militantisme écologique a complété d'une dimension le raisonnement technocratique. L'obligation de prise en compte globale de leurs interventions oblige politiques, ingénieurs et financiers à prévoir les impacts à long terme et mesurer leurs responsabilités en ce qu'ils entreprennent. Cette considération refrène sans doute quelques ambitions, ivresses ou appétits, ou plutôt les soumet à l'arbitrage d'un nouveau partenaire dont il faut s'assurer la connivence. Après « le social », voici « l'environnement » devenu l'une des instances de la démocratie.

Qu'elle soit de droite ou de gauche n'est pas *a priori* discernable. De là à l'étiqueter tranquillement a-politique, il y a un saut dont il faut s'abstenir. Quelques traits fréquemment caricaturaux semblent dériver d'une philosophie implicite (2) : un naturisme radical, aussi exclusif que les fondamentalismes pseudo-religieux, tend à envahir le champ des valeurs absentes au risque d'éclipser pour de bon les multiples dimen-

Forts de leurs performances aux élections régionales, les deux mouvements écologistes ont pris, sur le marché de l'embauche électorale, une plus-value notable. Ils en profitent pour se négocier une conduite, région par région, avec un pragmatisme qui désarçonne un peu les partis conventionnels.



♦ Lalonde et Waechter : frères ennemis ou liaison contre nature... ?

sions de l'homme. Ce bio-rationalisme serait finalement plus mutilant encore que la brutalité technicienne.

Trempez-la dans l'eau...

Les partenaires des Verts ou de Génération Ecologie n'entrent évidemment pas dans ces considérations quand ils contractent avec eux des alliances. Ils concèdent quelques preuves de bonne volonté pratique à l'égard de l'environnement local - ici une « agence », là un « observatoire », là un « plan-déchets », et là encore un coup de pouce aux transports en commun - en échange d'un budget bien voté comme en Ile-de-France, en Lorraine ou dans le Nord. Pragmatisme. Qu'importe si ces alliés se nomment Michel Giraud, Gérard Longuet ou Daniel Percheron et soient respectivement du RPR, du PR et du PS ! Pourtant, ils feraient bien de s'en inquiéter. Car si les « écolos profonds » (3) ne sont pas chauvins, c'est que leur mépris de la classe politique est empreint d'une immense tolérance. Ils sont tout prêts à frayer avec elle et à lui infuser goutte à goutte leurs exigences, à condition de n'avoir en échange à épouser ni la cause

traditionnelle du politicien ni ses critères. Cet écart vertueux, ce refus de s'assimiler, ce désir de statut hors-cadre est l'angélisme qui distingue l'« écolo »-type du citoyen ordinaire en politique. Et contre quoi notre mise en garde n'est peut-être pas inutile.

Elle s'adresse au militant de l'environnement lui-même. Est-il entré librement dans le jeu politique, pour un plein engagement d'élu en démocratie ? Ou bien fonctionne-t-il en membre d'un lobby, assez puissant et séduisant pour s'offrir des élus dont l'office serait de propager ses thèses et de représenter ses intérêts dans les instances décisionnaires de la nation ? Dans ce cas, il faut qu'il prenne conscience que l'usage ainsi fait des institutions est proprement subversif, puisqu'il dénature le service du peuple en prestation servile au profit d'un groupe de pression.

Ça fera un escargot...

La différence est d'importance. La droite, qui n'aura pas besoin de battre l'arrière-ban pour affronter les prochaines élections législatives, ne s'en apercevra peut-être pas de sitôt. Mais ceux qui escomptaient

nouer une nouvelle Union de la Gauche en faisant convoler le PS en mariage champêtre avec un assortiment de Verts et de GE se retrouveront nez-à-nez avec une coalition de citoyens qui cultivent une éthique un peu particulière. L'accord entre Brice Lalonde et Antoine Waechter risque de leur coûter cher en voix, et les place en tous cas devant l'urgente nécessité de ressaisir au moins des bribes de la vieille morale laïque et républicaine.

La sauvegarde de l'environnement est une affaire de bien commun pour les communautés locales, nationales, et internationales. Sa législation entre peu à peu dans le domaine du droit, et sa défense dans le devoir quotidien des politiques. Qu'un « lobby vert », outrepassant sa vocation d'association, s'arroge un magistère en la matière et s'installe en « squatter » dans les assemblées démocratiques entraînerait chez nous une capitulation de première grandeur pour la démocratie.

C'est aussi pourquoi se jouera dans les prochains mois l'avenir civique de ceux que le souci de l'environnement a l'an dernier mobilisés, ou remobilisés dans l'une des formations « écologistes ». Vont-ils se laisser réduire à une figuration au service d'un nouveau ou très ancien sectarisme ? Ou sauront-ils, à la lumière de la pratique globale du politique que leur a révélée leur expérience environnementale, restaurer en commun les bases d'une citoyenneté responsable et ouverte ?

La réponse est, chez les Verts et Génération Ecologie, à ceux qui pensent que cette petite musique éthique leur parle et les concerne.

Luc de GOUSTINE

(1) *Libération* - Jeudi 29 octobre 1992.

(2) dont Bertrand Renouvin (« L'amour discret de la patrie »), Luc Ferry (« Le nouvel ordre écologique... ») et Gérard Leclerc dans le dernier *Royaliste* (n° 587) décrivent assez pertinemment les perversions.

(3) au sens de l'« écologie profonde » de Luc Ferry.

God save the Qu...ébec !

« Faut qu'on s'sépare, y faut qu'on s'quitte...
Prends l'Pacifique, j'garde l'Atlantique... »
(Robert Charlebois).

Par cette chanson, qui n'est pourtant pas d'un indépendantisme échevelé, le chanteur a fait preuve de la prémonition dont témoignent parfois les artistes. Les Québécois et les Canadiens devaient répondre, le lundi 26 octobre à la question suivante : « Acceptez-vous que la Constitution du Canada soit renouvelée sur la base de l'entente conclue le 28 août 1992 ? ». Le non l'a emporté, avec plus de 54% sur l'ensemble du Canada, dans 6 provinces sur 10 ! Si le Québec, avec 55% de refus, ne tient pas la tête, encore faut-il savoir que 85% des anglophones de la « Belle Province » ont voté oui, les francophones se prononçant à 65% pour le non.

UN « NON » FRANC ET MASSIF

Ce « non » du Québec, tout comme celui des provinces des « Prairies » de l'Ouest, et surtout de la Colombie britannique - façade pacifique du Canada - exprime pour le moins (bien que pour des raisons différentes voire contradictoires) une demande accrue d'autonomie. Chacun s'accorde à reconnaître que, mise à part Jacques Parizeau (Chef du Parti Québécois) et le dissident libéral Jean Albin, cet échec est non seulement celui du Premier Ministre Brian Mulroney et de Robert Bourassa - qui a largement trahi ses « concitoyens » Québécois - mais aussi de l'ensemble de la classe politique. Cela nous rappelle - *mutatis mutandi* - quelque chose... D'autant que les tenants du oui n'ont pas lésiné sur le chantage quant aux conséquences économiques en cas « d'échec ». Séisme politique donc, sur fond de crise de société dans un pays largement désuni.

Jacques Dufresne (1) constatait la

veille du scrutin que « le Peuple est nu. Comment retrouver l'équilibre ?... Uniquement par le haut. Il faut un principe spirituel... Telle est la question fondamentale. Soljenitsyne l'a maintes fois posée en termes mystiques... ». Et de constater



♦ Québec :
le Château Frontenac.

que, même si on l'étudie en termes plus rationnels, « l'humanisme centré sur les droits individuels ne suffit pas ». A cet égard les « premières nations » sont-elles les grandes perdantes du rejet populaire ? Le « droit inhérent à l'autonomie gouvernementale des peuples autochtones » devrait être reconnu par la Constitution, dans laquelle on s'empressait d'affirmer la prééminence des lois fédérales et provinciales « essentielles au maintien de la paix, de l'ordre et du bon gouvernement du Canada ». En outre, cette « autonomie gouvernementale » ne créait pas de nouveaux droits. Il n'en reste pas moins que si le Québec accède un jour à la

souveraineté, il ne pourra que se montrer exemplaire dans ce domaine. Ce ne sera pas simple...

LA REVANCHE POSTHUME DE RENÉ LÉVEQUE ?

Quid de la « société distincte » promise pour appâter les Québécois ? Bernard Landry (2), avant même le référendum, écrivait : « Depuis trente ans, depuis le « Maître chez nous » de Jean Lesage et de la Révolution tranquille, le Québec réclame plus de pouvoirs, revendique la pleine maîtrise des leviers de son devenir... la récupération de pouvoirs exclusifs est au cœur des revendications historiques du Québec... Purement symbolique... l'affirmation de la société distincte n'a aucune efficacité pour assurer la force et l'originalité du peuple Québécois ».

Des résultats, on ne peut tirer de conclusions hâtives sur ce que veulent les Québécois (en particulier à propos de leur souveraineté). Mais les incohérences des « maudits anglais » pourraient bien pousser les indécis à franchir le pas ; ce qu'ils n'ont osé faire avec René Lévesque, lors du référendum de 1980 sur la souveraineté-association. Ce serait pour ce grand homme politique une belle revanche posthume. Au soir de la consultation, Jacques Parizeau ne déclarait-il pas : « Cette fois-ci, on a dit ce dont on ne voulait pas. La prochaine fois on dira ce qu'on veut ». A bon entendre...

Certes, nous n'avons pas, français et royalistes, à donner de conseils à nos frères francophones d'Amérique. Leur maturité prouve d'ailleurs qu'ils n'en ont pas besoin. Mais on ne nous empêchera pas d'éprouver de la sympathie - revenons à Charlebois - pour le « bustier fleur-de-lysé » plutôt que pour le « T-shirt unifolié ». Sa Majesté britannique dut-elle en pâtir !

Alain SOLARI

(1 et 2) « La Presse » de Montréal du samedi 24 octobre 1992.

Tribulations d'un Japonais en Chine

Ce voyage est certes une conséquence de la normalisation sino-japonaise qui remonte tout de même à vingt ans. Il marque aussi la fin de la guerre froide et ratifie l'absence de l'ex-URSS et de la nouvelle Russie sur la scène extrême-orientale. L'Asie compte encore trois pays communistes aux confins de l'ancienne Union Soviétique : la Mongolie extérieure, la Corée du Nord et la Chine. Personne ne veut imaginer ce qui se passerait si soudain ces régimes s'effondraient. Et l'on a l'air de croiser les doigts pour que les successions annoncées de Kim Il Sung et Den Xiaoping se fassent en douceur et que les inévitables transitions s'échelonnent sur dix ou vingt ans.

On peut certes craindre une déstabilisation du second empire rouge venant s'ajouter à celle du premier, mais la perspective qui se profile à l'horizon d'une Corée réunifiée et d'une seule Chine ayant réintégré Hongkong et Taïwan n'impressionne pas moins. La jonction du potentiel financier des « dragons » de Séoul, Hongkong et Taipei et des ressources minérales et militaires (atomiques) de Pyongyang et Pékin constitue un formidable défi pour Tokyo qui dépend de l'extérieur pour ses matières premières, son énergie et sa protection nucléaire.

Le voyage de l'Empereur, en dépit de l'absence d'excuses formelles pour le passé, peut en soi être considéré comme un signe de faiblesse d'un Japon qui s'embourgeoise et perd de son arrogance. Mais il est aussi à la mesure de ce défi. Le premier réflexe de Tokyo face à de nouveaux concurrents potentiels est de les investir de l'intérieur. Il y renforcera ses investissements mais il ne fera qu'ajouter à ceux des Coréens et des Chinois de l'extérieur. Pékin n'a aucune envie de revivre l'époque des « concessions ». Même s'il y a des affinités géographiques : Coréens et

L'incroyable visite de l'Honorable Fils du Ciel au Céleste Empire a bien eu lieu comme prévu fin octobre. Les temps étaient mûrs non seulement pour quelques rappels historiques de la conquête de la Chine par le Japon en prélude à la seconde guerre mondiale, mais encore pour un retour à la Civilisation mère, ce qui ne s'était jamais fait depuis plus de deux mille ans. Les conséquences géostratégiques peuvent être immenses.



Japonais plutôt au nord, Taïwanais, Chinois de la diaspora au sud, le maintien d'un parti communiste décentralisé et converti aux valeurs de l'entreprise s'efforce de compenser la faiblesse de l'État central.

Dans cette hypothèse, qui serait celle d'une réelle montée en puissance de la Chine, il faudrait en revenir au vieux jeu de l'équilibre. Laissant la Russie en dehors et la Corée en outsider - voire le terrain

d'une nouvelle rivalité - un face-à-face Chine-Japon ne laisse pas d'être inquiétant à terme. Une alliance consacrée entre les deux impliquerait de la part de Tokyo une préférence asiatique qui ne laisserait pas intacte son option occidentale. Une opposition, par contre, contraindrait l'Occident à choisir l'un ou l'autre.

Ces perspectives se présentent d'ores et déjà à nous. L'attitude

envers Pékin est pratiquement le seul sujet de politique étrangère qui ait constitué un enjeu entre les candidats aux élections présidentielles américaines. Le préjugé pro-chinois de Bush est connu. L'échec de son voyage au Japon a été flagrant. Il n'en faut pas plus pour voir dans la Chine le nouvel allié de revers. D'autres en revanche rêvent d'une sorte d'arbitrage permanent à la faveur duquel les États-Unis pourraient à nouveau régenter la scène asiatique jouant de la Chine et du Japon l'un par rapport à l'autre. Encore faudrait-il conserver ou se donner de nouveaux moyens d'influence, à la fois économiques (de nouveaux flux d'investissements) et politiques (la participation à de nouveaux arrangements de sécurité type CSCE pour l'Asie par exemple se substituant au retrait des bases militaires).

Ce réinvestissement sur l'Asie à la fois du Japon et des États-Unis qui pourrait caractériser la nouvelle phase dite encore post-soviétique pour ne pas dire ouvertement post-communiste, laisse l'Europe en dehors. Il nous est impossible de ressusciter l'ours russe pas plus que de se faire accorder des « concessions » en Chine. La poursuite de notre dialogue avec Tokyo et Washington, au sein du club encore « exclusif » des puissances les plus industrialisées, s'il ne doit pas rester purement commercial et financier, suppose d'en tenir compte. Que l'on songe que demain, un demain très proche, le Japon pourrait troquer avec la Chine son entrée au club des membres permanents du Conseil de Sécurité contre l'accès de celle-ci au G 7. Si nous ne voulons pas que ceci se fasse à notre détriment, il faut aussi que nous nous mettions en mesure de le vouloir. (1)

Yves LA MARCK

(1) Voir Royaliste n° 573 : « Pax Nipponica - La place du Japon demain ».

L'avenir du royalisme

A lors que tous les partis et mouvements politiques sont en crise, les royalistes connaissent eux aussi une situation difficile. Elle présente cependant de fortes originalités, dont il faut faire des atouts. Est-ce possible ? A quelles conditions ? Sans farder la dure vérité, Yvan Aumont et Bertrand Renouvin ont répondu aux questions de Sylvie Fernoy.

◆ **Sylvie Fernoy** : S'il vous fallait choisir un seul mot, diriez-vous que la situation du royalisme français est : encourageante, contrastée, paradoxale, consternante, lamentable, désastreuse ?

Yvan Aumont : Chacun de ces mots peut décrire un aspect de la situation, ou l'évolution propre à une tendance. Ceux que nous appelons les « Blancs d'Espagne » connaissent de graves fractures internes, et l'Action française, de son côté, subit sa énième crise militante, mais je me garderais de choisir dans ta liste un adjectif afin d'éviter les polémiques inutiles. En ce qui concerne la Nouvelle Action royaliste, je dirai que la situation est préoccupante.

◆ **Sylvie Fernoy** : Prudence diplomatique !

Y. Aumont : On peut sans doute choisir un autre mot, mais l'important est d'éviter à la fois l'auto-satisfaction et les séances de flagellation. Tout à l'heure, nous précisons la nature des obstacles rencontrés. Mais, en ce qui concerne notre mouvement et notre journal, le fait est qu'il n'y a pas de crise interne.

◆ **Sylvie Fernoy** : Un encéphalogramme plat n'est pas un signe de bonne santé...

Bertrand Renouvin : Le dynamisme ne s'est pas perdu, mais les résultats de nos efforts se sont banalisés. Au début de notre aventure, la publication régulière d'un journal galvanisait les

énergies militantes ; le premier livre que nous avons publié a fait l'objet d'une mobilisation de plusieurs mois ; dans les premières années, un passage à la radio ou à la télévision était un événement attendu, commenté, critiqué. Mais maintenant... Nous publions « Royaliste » depuis plus de vingt ans, et cet effort constant est regardé comme la moindre des choses. Nos livres et ceux de nos amis proches forment un joli rayon de bibliothèque, notre « image » s'est considérablement améliorée, les royalistes ne sont plus considérés comme des factieux, ni traités comme des parias. Cela donne une sorte de confort, auquel on s'est habitué.

Y. Aumont : Cette banalisation est positive dans la mesure où elle montre que le royalisme démocratique a pleinement réintégré l'espace public, et regagné sa place dans le débat intellectuel. Le revers de la médaille, c'est qu'un phénomène banalisé ne suscite pas l'enthousiasme et ne facilite pas la mobilisation des énergies.

◆ **Sylvie Fernoy** : Pour détruire une impression de routine, rien ne vaut la marche en avant. Or la NAR semble faire du sur-place...

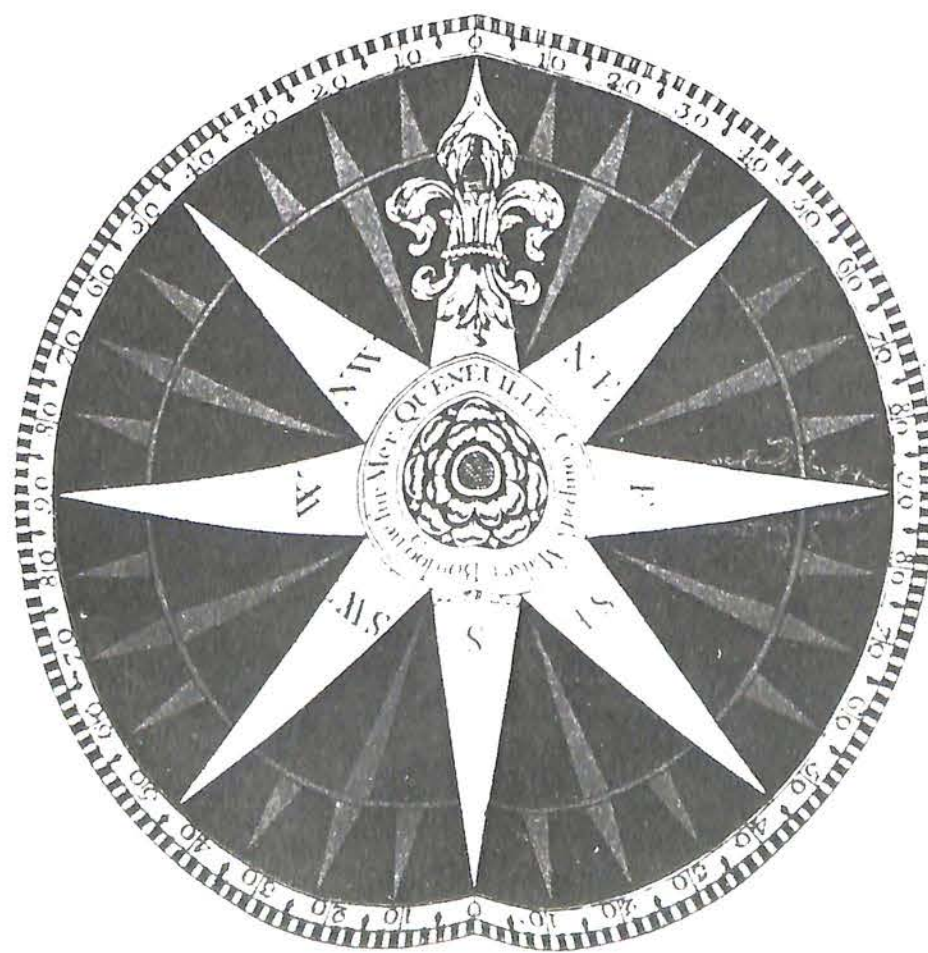
B. Renouvin : Les nouvelles étapes sont indiquées depuis des années, mais nous nous trouvons entravés d'une double manière. La première entrave est d'ordre politique. Notre mouvement aspire tout à fait normalement à

participer à la représentation politique, dans les collectivités décentralisées comme sur le plan national. Nous avons fait nos preuves dans certains conseils municipaux, et montré au passage que les royalistes étaient des élus comme les autres, et non les étranges vestiges d'une époque révolue. Mais nous ne parvenons pas à une représentativité politique sur le plan national malgré notre présence théorique dans la majorité présidentielle : d'une part, l'attitude hégémonique du parti socialiste tout au long de la dernière décennie impliquait un rejet automatique de toute expression différente ; d'autre part, le projet de rassemblement de la majorité présidentielle après 1988 a lamentablement échoué avec « France unie » - entreprise nécessaire, qui a été gâchée puis gravement compromise par son principal animateur. Nous nous en sommes retirés à temps, et nous ne remettrons plus les pieds chez M. Soisson.

◆ **Sylvie Fernoy** : Le premier blocage tient

donc au jeu des forces politiques. Et le second ?

Y. Aumont : Il est dynastique, ce qui est beaucoup plus grave. Mgr le comte de Paris ne joue malheureusement plus de rôle actif, et son fils aîné n'a toujours pas choisi entre sa vie privée et le métier de roi (ou de dauphin) qui exige un engagement de tout l'être et de tous les instants. Cela ne signifie pas que le comte de Clermont soit disqualifié : il s'est simplement mis dans une situation d'attente, ponctuée par quelques articles et quelques déplacements. D'où le désarroi des royalistes - pas seulement ceux de la NAR - et les critiques que nous avons adressées au Dauphin il y a un an. Dans la période difficile qu'ils vivent actuellement, les Français ne s'intéresseront à la tradition capétienne que si celle-ci est présentée avec cohérence et constance, et toujours actualisée. Sinon, beaucoup iront chercher ailleurs, peut-être



n'importe où, l'incarnation de la symbolique royale.

B. Renouvin : C'est un risque majeur depuis quelques années : il peut y avoir captation brutale de l'héritage capétien, on peut voir triompher n'importe quel imposteur, tant l'attente est grande dans le pays, tant les réponses sont faibles dans la dynastie légitime. C'est ce qu'a compris la princesse Chantal : elle re-présente stricto sensu la famille de France, elle redonne vie à la symbolique royale, elle rappelle la tradition capétienne. Rien de plus, mais cette action modeste est décisive car elle empêche l'effondrement des espérances.

◆ **Sylvie Fernoy** : Nous passons là du droit de remontrance au crime de lèse-majesté...

Y. Aumont : Ne faisons pas comme si nous étions « au temps des rois » - en oubliant que les rois consacraient toute leur vie au service du pays, en sacrifiant leur intimité et en mettant de côté leur état d'âme. Qu'on ne nous demande pas de nous abuser nous-mêmes et de tromper ceux qui nous écoutent en devenant les spectateurs complaisants de l'inactivité politique et des querelles de famille. D'ailleurs, personne ne peut se bercer d'illusions : la vérité toute crue s'étale dans les journaux, à la télévision, aux devantures des librairies...

◆ **Sylvie Fernoy** : En ce cas, à quoi servent un journal et un mouvement royalistes ?

B. Renouvin : Confiance : il y a un an, au Comité directeur de la NAR, nous nous sommes posés cette question et nous nous sommes sérieusement demandés s'il ne fallait pas mettre la clé sous la porte. Il n'y a pas de royalistes sans roi, c'est-à-dire sans que le prince représente pleinement sa tradition et soit constamment au service du pays tout entier : tel fut le cas tant que le comte de Paris eut la possibilité de maintenir son activité politique. Mais après lui... C'est au bout de plusieurs semaines de réflexion que nous avons décidé de continuer notre action royaliste. Ceci pour deux raisons. D'abord, le fait que la tradition monarchique demeure d'une pleine actualité pour l'ensemble du pays : elle marque en profondeur nos institutions et nos comportements politiques, elle constitue toujours l'arrière-plan de notre diplomatie, et l'imitation inconsciente de la symbolique royale montre à quel point celle-ci est nécessaire pour l'unité et pour l'identité de la nation.

Et puis, il y a le fait que l'idée royale, telle que nous l'avons envisagée, a pris corps en Roumanie et en Bulgarie. Je ne dis pas que le retour de Michel et de Siméon est acquis, mais nous avons constaté que notre projet royaliste est concrètement réalisable, qu'il peut devenir en peu de temps populaire, qu'il apporte, selon notre espérance, la garantie de la paix civile et de la démocratie. Nous avons donc décidé de poursuivre notre réflexion et notre action communes, en appelant la famille de France à assumer ses responsabilités historiques. Nous ne savions pas, alors, que la princesse Chantal, à partir des mêmes constats, avait décidé de prendre la parole. Nous avons dit notre colère et notre conviction en toute liberté, elle s'est engagée en toute indépendance.

◆ **Sylvie Fernoy** : En ce qui concerne le

royalisme, notre bonne vieille barque navigue par temps sombre au beau milieu d'une mer agitée - si je peux me permettre cette métaphore classique.

Y. Aumont : Oui. Quand ça tangué, il ne s'agit pas de pleurnicher... ou de sauter par-dessus bord. On garde le cap et on rame énergiquement.

◆ **Sylvie Fernoy** : Dans le domaine de l'engagement civique - les élections, les campagnes militantes - c'est plutôt l'image de la barque échouée qui s'imposerait...

B. Renouvin : La barque navigue avec une trop faible voilure au beau milieu d'une escadre de navires de haut bord (P.S., R.P.R. etc.) attaqués par des corsaires (les Verts, le Front national...). C'est compliqué et à tous égards dangereux. Nous restons à distance du parti socialiste, car le métier de mercenaire nous répugne. Et nous ne voulons pas frayer avec les Verts, qui représentent la négation de la politique. Alors ? Alors, là encore, nous avons à tracer librement notre route. Nous avons un projet politique spécifique, rigoureusement déduit de notre fidélité royaliste, qu'il s'agit d'affirmer et d'affiner. Bien sûr, ce projet concerne tout d'abord les institutions politiques de notre pays, dans leur pratique et dans leur théorie, mais aussi le fonctionnement de l'État et, plus généralement le Politique en tant que tel, qu'il s'agit de défendre contre toutes les subversions et toutes les négations dont il est aujourd'hui menacé - aussi bien l'écologisme radical que le national-populisme. Nous avons aussi beaucoup à dire sur le jeu de la France dans le monde et sur l'Europe - qui ne se réduira jamais pour nous à l'union de Maastricht. Les lecteurs de « Royaliste » savent avec quelle attention nous suivons les questions économiques et sociales, et nous aurons à rassembler nos critiques et nos propositions en une synthèse claire.

◆ **Sylvie Fernoy** : Encore faudrait-il que tout cela soit connu, et que nous devenions des acteurs permanents dans le débat public !

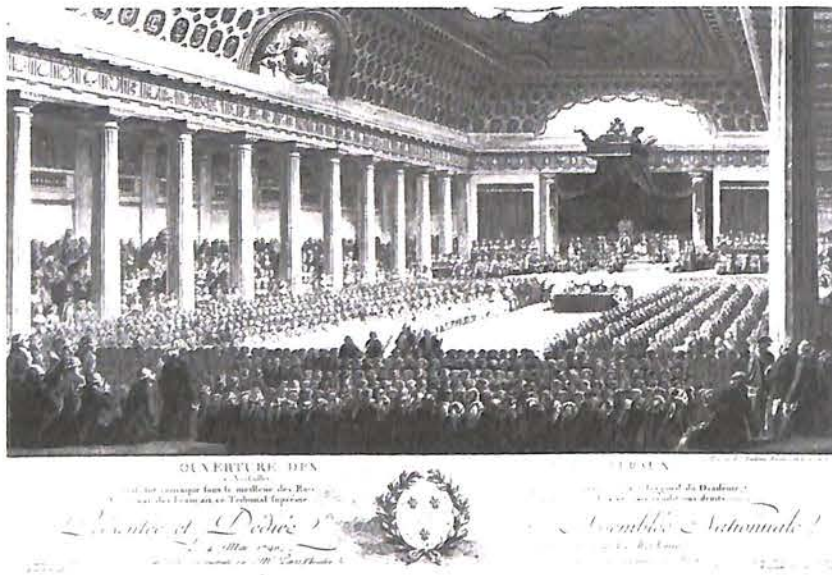
Y. Aumont : Ne perdons pas notre temps en jérémiades inutiles. Il y a les choses sur lesquelles nous ne pouvons rien, qui sont hors de notre portée. Inutile de les ressasser en permanence, ce qui est d'ailleurs toujours un alibi facile pour l'inaction. Nous avons des moyens d'expression modestes, mais qui ont le mérite d'exister : un journal régulier, des livres, des interventions somme toute régulières dans les médias. Cela ne fait pas la une de l'actualité ? C'est vrai, nous ne sommes pas maîtres du spectacle politico-médiatique. Mais, en revanche, il est en notre pouvoir de faire en sorte que la NAR soit toujours plus clairement :

- le mouvement du royalisme démocratique,
- le carrefour d'une réflexion intellectuelle constructive et du dialogue engagé,
- la matrice de projets politiques, économiques et sociaux destinés à tous ceux, royalistes ou non, qui ne se satisfont pas de l'ordre des choses.

Propos recueillis par Sylvie FERNOY

Louis XVI, Roi révolutionnaire ?

Le 21 janvier 1793, les Montagnards décapitaient Louis XVI. Les contre-révolutionnaires vont s'emparer de ce bicentenaire à des fins de propagande. Pourtant, le roi-martyr fut un véritable précurseur de la Révolution de par ses multiples réformes égalitaires et libérales.



accepte la réunion des États généraux, c'est en espérant bien que ceux-ci seront la consécration de ces nombreuses années d'effort vers les réformes. Ainsi un ultime projet pris en conseil des ministres en décembre 1788 prévoit-il la mise en place d'une véritable monarchie constitutionnelle.

La Révolution de 1789 est donc précédée d'une véritable « révolution légale » menée par Louis XVI et ses ministres. Une oeuvre réformatrice surprenante par son ampleur, son audace, et sa persévérance. Le bilan des réformes du règne, de 1774 à 1789, parle de lui-même.

Louis XVI c'est d'abord la tolé-

rance religieuse, établie par l'édit de tolérance des protestants de novembre 1787. Sa date tardive ne doit pas faire oublier que le roi fait libérer les derniers galériens protestants dès 1775, et projette assez tôt un édit de tolérance. Louis XVI, roi très-chrétien, sera aussi le premier à lancer le processus d'émancipation des juifs de France : égalité des droits patrimoniaux (1775), abolition de l'impôt personnel des juifs d'Alsace (1784), reconnaissance (1776) puis octroi du droit de vote aux juifs du sud-ouest (janvier 1789).

Louis XVI, c'est aussi une formidable avancée vers la justice et les Droits de l'Homme, avec l'abolition de la torture (1780 et 1788) et des derniers ilots de servage (1779). D'autres projets plus audacieux de code civil n'aboutiront pas, mais, grâce à Malesherbes, les lettres de cachet sont limitées en 1776, avant la décision de les abolir, en 1788.

Louis XVI, c'est également la tentative de libéralisation de l'économie. Dès 1776, avec Turgot, les

corporations sont abolies et la liberté de commerce intérieur des grains établie. Une oeuvre provisoirement abolie par le départ de Turgot. Mais le mouvement est lancé : l'industrie sera de nouveau semi-libéralisée en 1779, et le commerce des grains libéré en 1787. Enfin, le traité de libre-échange avec l'Angleterre (décembre 1786) marque un début de libéralisme externe.

Et puis Louis XVI, ce sera même le début de la démocratisation politique de la France. Dès 1776, Turgot propose un vaste plan d'assemblées à tous niveaux, y compris une assemblée nationale. A partir de 1778, quelques assemblées provinciales sont créées dans lesquelles le tiers état détient la moitié des sièges, le vote s'opérant par tête. Puis le 23 juin 1787, Louis XVI impose au parlement la création d'assemblées municipales, de district, et la généralisation des assemblées provinciales : une vingtaine seront créées et certaines fonctionneront jusqu'en 1790.

L'attachement profond de Louis XVI à l'Humanisme et la Liberté lui attirera de son vivant l'hostilité et les calomnies des réactionnaires. Le hasard de sa naissance et sa grande foi chrétienne attiseront la haine des jacobins et des montagnards, jusqu'à sa mise à mort le 21 janvier 1793.

Mais pour les démocrates, tous ces efforts réformistes et modernisateurs constituent autant de raisons nouvelles pour honorer la mémoire du roi. Cet homme sincère, humaniste et courageux, mérite toute notre admiration. Ne laissons donc pas les réactionnaires monopoliser la commémoration du martyr de Louis XVI. Libéraux et progressistes doivent eux aussi être présents afin de rétablir la vérité. Présents pour dire :

« Vive Louis XVI... car vive la liberté ! »

Sylvain de BOISSIEU

Ernest Renan : Le XIX^e siècle parle au XX^e siècle

Le centenaire de la mort d'Ernest Renan permet de se ressouvenir d'un personnage qui fut, en son temps, un contemporain capital, et pour les générations de la jointure des deux siècles une autorité intellectuelle, que l'on fut de droite ou de gauche. Depuis lors, l'influence de l'auteur de *L'Avenir de la Science* n'a cessé de s'amenuiser, sauf chez les spécialistes qui ne pouvaient ignorer le savant des études sémitiques. De ce point de vue, Renan demeure un monument qui se dresse à l'égal des plus grandes figures du temps, qui le reconnurent, tel Mommsen, et permet à la France de ne pas souffrir d'une infériorité trop écrasante par rapport à une Allemagne férue de sciences historiques et exégétiques. Ce qui, en revanche, a déçu c'est l'importance littéraire d'un écrivain dont beaucoup surent par coeur la fameuse « prière sur l'acropole », ainsi que le caractère révélateur qu'eut sur les catholiques de l'époque l'ancien élève du séminaire Saint-Sulpice devenu sceptique et auteur d'une « Vie de Jésus » qui fit scandale.

Si Renan n'est plus aujourd'hui, l'écrivain reconnu à l'égal d'un Chateaubriand, c'est que le charme n'opère plus. André Suarès en a sûrement discerné les raisons, en le qualifiant de « Fénelon allemand » : « De là, ce style si complaisant et si fade, si aimable et si pauvre, pur sans innocence, élégant sans invention ; cette vaine transparence qui lasse de la clarté, ce miel continu qui dégoûte de la douceur... La prière sur l'Acropole est au grand style, et peut-être même d'après Chateaubriand, ce que l'Épique de Goethe est à Sophocle : un devoir d'Oxford, un exercice de docteur ». Je reprends ce texte du florilège indispensable présenté par Joël Roman autour du célèbre texte renanien « Qu'est-ce qu'une nation ? ». C'est cruel mais véridique. La renanien « vie de Jésus » est à ranger au même catalogue de littérature melliflue, imaginée sur le mode des idylles pastorales de George Sand, sans atteindre vraiment, comme le voudrait le préfacier de l'édition folio, Jean Gaulmier, la stature de l'épopée romantique. Georges Bernanos, qui avait des comptes à régler avec le « bel esprit » négateur de sa foi, qu'il traitait aussi de « monstre mou » en l'associant avec un Anatole France également détesté, parlait de *vaudeville* au sujet du même livre.

Renan a une postérité qui le surprendrait ...

Mais, chose remarquable, au fur et à mesure que l'aura sceptique et anticlérical de l'érudit et de l'écrivain décroît, Renan semble ne plus intéresser que ces catholiques dont il mit si en colère les prédécesseurs. Mauriac et Guittou ne peuvent s'empêcher de revenir sur une crise religieuse qui marqua tout le siècle précédent et mit en évidence la faiblesse intellectuelle d'un catholicisme français brisé par la Révolution et dont la renaissance n'atteignait pas les zones de l'érudition critique. Il fait mieux qu'intéresser, il passionne, parce que les questions qu'il a posées sont pleinement assumées par une postérité croyante, qui à la suite d'un Pouget ou d'un Lagrange, a décidé d'y répondre avec rigueur, sans croire un instant que leur foi pourrait en être affaiblie. En ce sens, Renan a eu une influence décisive sur une postérité qui le surprendrait. Quand Philippe Barret dans son essai *La véritable défense de la religion*, explique sa grande idée, à savoir « que les sciences de l'humanité n'ont rien à faire avec les préjugés du temps, les religions ou politiques, qu'elles doivent rompre un voile idéologique qui les entrave et que la vérité seule importe », sait-il qu'il définit implicitement une procédure qui est celle d'un Pouget dont Jean Guittou se fait ainsi l'écho dans son admirable portrait : « La véritable défense de la religion, c'est la critique. Elle consiste à ne jamais affirmer au-delà de ce qu'on sait par le texte et par l'histoire, à ne jamais imposer ce qui n'est pas nécessaire. Les méthodes rationnelles d'étudier s'imposent à

tous et pour tout. Aucune autorité ne peut aller contre leur bon usage ». (Portrait de Pouget - Gallimard). Si Renan avait eu alors des interlocuteurs de cette sorte, il aurait eu l'occasion de lire autre chose sur sa pensée que « des méchants livres ».

Mais il ne faudrait pas négliger l'autre aspect de cette pensée qui concerne la politique. Sur ce point, il faut lire Philippe Barret qui, en quelques pages, permet de comprendre les nuances d'un itinéraire conforme aux exigences contrastées du penseur, qui parfois sympathise avec les idées socialistes, parfois adopte des positions conservatrices, salue la Révolution et la blâme, se définit comme partisan d'une monarchie constitutionnelle et finit dans la peau d'un républicain. Sans enthousiasme excessif, par réaction au régime de Mac-Mahon et par légalisme. « Je n'ai contribué en rien à faire la République, mais seule à l'heure qu'il est, la République peut nous donner ce qui est l'équivalent d'une dynastie, une stricte et inflexible légalité ».

Renan « raciste » ?

Est-il vrai, comme l'écrit André Suarès, que « Renan crut trop à la race » ? Il y a quatre ans, Tzvetan Todorov (*Nous et les Autres* - Seuil) n'avait pas été tendre avec le racialisme renanien, qui pour être à tonalité fortement linguistique apparaissait comme un déterminisme plutôt inflexible : « Tous les progrès de la science moderne amènent à envisager chaque race comme enfermée dans un type qu'elle peut réaliser ou ne pas réaliser, mais dont elle ne sortira pas ». Pourtant, la conférence faite à la Sorbonne sur la nation contredit directement ce déterminisme par une série d'affirmations tout à fait nettes. Ni la race, ni même la langue ne constituent les nations modernes : « L'idée d'une différence de races dans la population de la France, si évidente chez Grégoire de Tours, ne se présente à aucun degré chez les écrivains et les poètes postérieurs à Hugues Capet ». Ce qui distingue les pays d'Europe, c'est la fusion des populations qui les composent, au contraire de la Turquie « où le Turc, le Slave, le Grec, l'Arménien, l'Arabe, le Syrien, le Kurde sont aussi distincts aujourd'hui qu'au jour de la conquête ». C'est que la nation est un résultat historique, et même un principe spirituel supérieur aux déterminations de la race et de la langue. « La langue invite à se réunir ; elle n'y force pas ». Elle n'est d'ailleurs pas liée à une détermination raciale : « Les langues sont des formations historiques qui indiquent peu de choses sur le sang de ceux qui les parlent... ».

On a souvent opposé, non sans raisons, la conférence de Renan à la conception germaniste définie dans les discours de Fichte à la nation allemande. Louis Dumont et Alain Finkielkraut ont même explicitement opposé la conception renanienne de la nation, en la tirant du côté volontarisme, au holisme, voire au populisme ethniciant du même Fichte et de Herder. On a d'ailleurs complètement oublié qu'un certain Charles Maurras les avait précédés sur cette voie dans sa dénonciation du moi racial germanique. Alain Renaut a quelque peu assoupli l'opposition en montrant que Fichte faisait droit en partie à la question d'institutions modernes. Et Herder se vivement défendu dans des ouvrages dont nous reparlerons. Par ailleurs, Renan n'est pas unilatéralement volontariste (« L'existence d'une nation est un plébiscite de tous les jours »). Il fait droit à l'histoire, à une construction progressive. Retenons cette formule admirable : « Une nation est un principe spirituel, résultant des complications profondes de l'histoire, une famille spirituelle, non un groupe déterminé par la configuration du sol ».

Gérard LECLERC

Philippe Barret : « Tout est possible, même Dieu ! » - Ed. François Bourin - Prix franco 119 F.
Ernest Renan : « Qu'est-ce qu'une nation ? » et autres essais politiques choisis et présentés par Joël Roman - Presses Pocket - Coll. Agora n° 126 - Prix franco 69 F.

Lire « Royaliste » c'est bien ...

... s'y abonner c'est mieux

Votre abonnement nous aide à développer notre action

La médiocrité est-elle révolutionnaire ?

Il ne s'agit pas ici de remettre en cause la qualité ou l'intérêt du travail de Thierry Maricourt. C'est vrai, la vie d'Henry Poulaille fut riche en péripéties, et à ce titre-là, elle méritait bien un livre. Simplement, l'enthousiasme du biographe semble souvent excessif. Expliquons-nous.

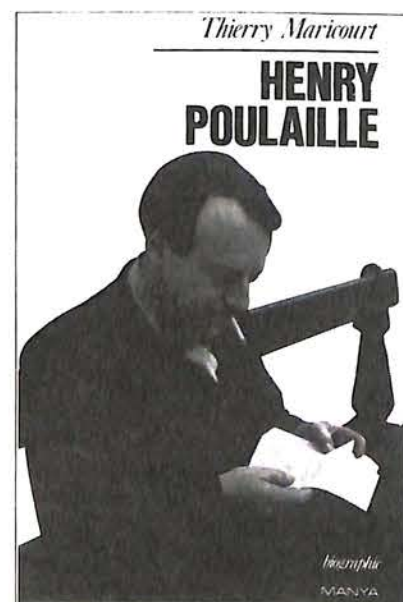
Certes, Henry Poulaille a connu un destin exceptionnel. Orphelin, condamné dès la fin de l'enfance aux travaux les plus ingrats pour assurer sa maigre pitance, le jeune Henry se découvre une passion boulimique pour les livres. Il fréquente les milieux anarchistes, se lie d'amitié avec des compagnons de route de la Bande à Bonnot, et professe un antimilitarisme virulent. Ce qui ne l'empêche pas d'ailleurs, quelques mois plus tard, de servir très honorablement l'Armée française pendant la Grande Guerre, sans excès de zèle, mais sans mauvaise volonté non plus.

L'Armistice proclamée, Henry retourne à la vie civile, sans avoir rien renié de ses idées révolutionnaires. Mystère du marché du travail ? Il dirige bientôt le service de presse des Editions Bernard Grasset, un Bernard Grasset qui ne passe pas pour un gauchiste. Là, il côtoie les grands noms de la littérature française, notamment les fameux *quatre M* de l'écure Grasset (Maurais, Mauriac, Montherlant, Morand). Mais il ne leur accorde finalement aucune importance, car, dit-il, ce ne sont que des écrivains « bourgeois ». C'est qu'à l'époque, il met toute son énergie à promouvoir une très hypothétique « littérature prolétarienne ». Il reçoit, dans cette entreprise, le soutien d'un Georges Valois qui, depuis qu'il a quitté l'*Action française*, a fait de sa Librairie un refuge pour tout ce que la Gauche compte de révolutionnaires non-communistes (non-staliens).

Sous l'Occupation, Henry Poulaille se fait discret et semble réserver toute son attention aux traditions populaires. Après-guerre, il sombre progressivement dans l'oubli. Il

meurt en 1980, âgé de 84 ans, dans un modeste logis de la banlieue parisienne.

Le parcours d'Henry Poulaille n'est donc pas banal, et Thierry Maricourt met dans son récit une réelle passion. Seulement voilà : malgré les manifestations d'enthousiasme de son biographe, on n'arrive pas à trouver Henry Poulaille sympathique.



N'insistons pas sur l'antimilitariste qui devient un brave pioupiou des tranchées : ce ralliement est somme toute honorable et peut facilement passer pour une manifestation très concrète de solidarité humaine. Nous serons plus réticent lorsque que le personnage se consacre « folkloriste » sous Vichy. Ici, Thierry Maricourt passe un peu vite et semble oublier que l'exaltation des « sagesses populaires » était un des piliers de la propagande de la Révolution Nationale... Quant à la vieillesse de Poulaille, telle qu'on nous la décrit, et malgré de sympathiques efforts, elle nous paraît bien

plus marquée par l'aigreur que par la révolte.

Mais c'est surtout dans sa défense et illustration d'une littérature « authentiquement prolétarienne » qu'Henry Poulaille nous paraît particulièrement critiquable. Le libertaire se transforme ici en sectateur borné d'une doctrine qui se révèle un sommet de confusionisme intellectuel. S'il a raison de se méfier des facilités du populisme et des slogans du communisme stalinien, son mépris de la forme littéraire et son attachement à la seule position sociale de l'auteur le conduit à faire l'éloge des oeuvres les plus médiocres. Affirmer que les souvenirs du tourneur Bidule sont a priori plus intéressants que le théâtre de Montherlant, sous le seul prétexte que Bidule est un prolétaire et Montherlant un bourgeois, relève au mieux de l'aveuglement, au pire de la bêtise. Ce n'est pas un point de vue révolutionnaire sur l'art (l'art au service de la Révolution), c'est une négation pure et simple de l'art...

Et n'est-ce pas mépriser le peuple que de lui interdire tout accès à l'émotion artistique, sous le seul argument que cette émotion ne saurait être que bourgeoise ? Poulaille n'a peut-être jamais ressenti de plaisir à la lecture d'un beau texte ; on peut l'en plaindre. Mais quand il fait de cette carence personnelle, une doctrine générale, il vaut mieux le rejeter dans les oubliettes de l'histoire... Enfin, Dieu merci, Poulaille n'était pas lecteur chez Grasset...

Patrick PIERRAN

Thierry Maricourt - « Henry Poulaille » - Ed. Manya. 276 p. - Prix franco 135 F.

Faites connaître *Royaliste* autour de vous :
Souscrivez pour vos amis à des abonnements d'essai.

Trois mois : 25 F

La Nouvelle Action Royaliste et le Club Nouvelle Citoyenneté organisent à ANGERS, le samedi 12 décembre 1992 une journée de réflexion sur le thème : « La crise et le politique ».

● De 9 h 45 à 12 h 15, une première table ronde réunira les adhérents et sympathisants : « Etat du monde, de l'Europe et de la France », « Etat du politique », « La monarchie, le roi, les royalistes ».

● De 14 h 30 à 17 h, une deuxième table ronde, animée par Bertrand Renouvin : « Le souci politique et l'avenir du continent européen ».

● De 17 h à 19 h, la troisième table ronde, animée par Luc de Goustine : « Le souci politique face au souci écologique ».

● La journée se terminera par un débat à 20 h 30 sur le thème « Pourquoi sauver la politique ? ».

● Renseignements et dossier complet sur la journée de réflexion peuvent être obtenus auprès de Nicolas LUCAS, B.P. 2141 - 49021 Angers cedex 02.

DOSSIERS

Regroupant par thème des articles de « Royaliste », nous avons édité des petits dossiers fort utiles pour les propagandistes. Déjà parus : « Immigration et citoyenneté », « Éducation » et « Corse ». Chaque dossier au format 21x29,7 cm comporte une vingtaine de pages et est vendu au prix de 14 F franco.

Parallèlement nous avons publié une brochure « La N.A.R. en textes » rassemblant tous les textes votés par les congrès de la N.A.R. de 1982 à 1991. C'est un outil indispensable pour mieux comprendre notre mouvement et ses choix politiques. Brochure de 20 p. qui comporte un calendrier des différents congrès et une table des sujets traités par mots clés. Tarif (prix franco) : 1 ex. 14 F - 5 ex. 54 F - 10 ex. 68 F.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE

Envoyez-nous les noms et adresses de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par « Royaliste ». Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

PHOTOS

Notre service librairie dispose de différents modèles de photos de la Famille de France.

Sont disponibles en portrait : le comte de Paris, la comtesse de Paris, le comte de Clermont, le duc de Vendôme.

Sont disponibles en groupe : le comte de Paris entouré de ses deux petits-fils, Jean et Eudes (Amboise, septembre 1987), le comte de Paris avec le comte de Clermont (Chantilly, septembre 1990), le comte et la comtesse de Paris (Dreux, juillet 1992).

Ces photos existent en trois formats (sauf le groupe avec Jean et Eudes qui n'existe qu'en 13x18). Tarif franco : format 10x15 : 16 F - format 13x18 : 30 F - format 20x30 : 58 F.

ANCIENS NUMÉROS

Nous proposons des anciens numéros de « Royaliste », par année complète, au prix franco de 300 F. Sont disponibles toutes les années de 1977 à 1991, à l'exception de 1979.

La plupart des numéros sont également disponibles un par un au prix franco de 17 F pièce.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 25 F).

● Mercredi 18 novembre - Sur-tout, ne vous laissez pas impressionner par l'intitulé du sujet ! Cette « Mort de la mort du sujet » dont nous entretiendra le philosophe Jean-Luc MARION nous permettra de comprendre les enjeux intellectuels des vingt dernières années (dominées par le thème de la « mort du sujet ») et de mieux discerner la nature des nouveaux débats philosophiques - qui ne sont pas sans conséquences sur les évolutions politiques. Cela en compagnie d'un professeur qui n'est pas seulement savant, mais toujours limpide dans ses explications.

● Mercredi 25 novembre - Nul ne contestera que Stéphane BERN est aujourd'hui le journaliste qui connaît le mieux les monarchies européennes et leur fonctionnement interne. Mais il ne faudrait surtout pas voir dans son dernier livre, « La monarchie dans tous ses états », une simple chronique ou plus exactement un abécédaire des cours et des têtes couronnées. Sous son aspect distrayant et drôle, c'est en fait un excellent vade-mecum royaliste qui donne des réponses aux clichés habituels des adversaires et

des arguments pour mieux convaincre.

● Mercredi 2 décembre - Professeur de philosophie à l'Université de Lyon, Blandine KRIEGLER développe depuis plusieurs années une réflexion décisive sur l'histoire de la souveraineté. Dans son dernier ouvrage « La République incertaine », elle montre que deux siècles après la Révolution française, la République demeure fragile, sujette à l'instabilité, promise aux dérapages. Comment penser la République et la démocratie en fonction de la tradition politique héritée de la Monarchie ? Telle est la question qui sera abordée et débattue.

● Mercredi 9 décembre - Doyen de la Faculté de Droit d'Amiens, Raphaël DRAI est l'un des interprètes les plus écoutés du texte biblique - qu'il est venu à plusieurs reprises nous commenter aux « Mercredis de la N.A.R. ». Il reviendra parmi nous pour présenter l'ouvrage qu'il a consacré au « Mythe de la loi du Talion », dans lequel il montre que la célèbre formule « oeil pour oeil » est abusivement rattachée au judaïsme.

INVITATIONS POUR LES MERCREDIS DE LA NAR

Pour recevoir régulièrement les invitations pour nos réunions des « mercredis de la N.A.R. », faites-nous en la demande.

Pour des raisons d'économie nous n'envoyons le programme qu'aux personnes l'ayant demandé explicitement.

Envoyez votre participation à la souscription
C.C.P. ROYALISTE 18.104.06 N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à renvoyer à :

«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Les plombs qui sautent

Admirons la justesse des expressions familières qui fleurissent l'espace d'une ou deux saisons. Il y a quelques années on « s'éclatait » volontiers et, de fait, nous savons quelles expériences conduisent à ce mode d'auto-destruction. Maintenant, on dit volontiers d'une personne qui ne va pas bien dans sa tête que ses plombs ont sauté, ou fondu.

Les plombs qui sautent... L'image reflète assez bien notre situation sociale et politique. Au début de l'été, la scission au sein de la Fédération de l'Education nationale et, en octobre, l'éviction brutale du secrétaire national de la CFDT ont ponctué la crise globale d'un mouvement syndical en panne de projet et en perte croissante de crédibilité, d'effectifs et de représentativité...

MÉDIATIONS

La classe politique est elle aussi en train de disjoncter. Dans la panique qui l'a saisi, le Parti socialiste ne semble plus capable de redonner confiance à son propre électorat et assiste, décontenancé, à la mise en oeuvre de la stratégie autonome des deux courants écologistes qui, de toutes façons, ne pouvaient manquer de le « trahir » avant ou après les élections législatives. Mais l'opposition n'est guère plus fringante. Grignotée sur sa droite par MM. Le Pen et de Villiers, bousculée sur sa gauche par MM. Pasqua et Séguin, elle se traîne vers sa victoire en sachant qu'elle marquera une nouvelle phase dans la rivalité entre MM. Chirac et Giscard d'Estaing. Comme dit le proverbe, jeux de doubles multipliés ne favorisent pas l'unité...

Le gouvernement, quant à lui, est entré dans cette période floue que connaissent les voyageurs, celle où l'on est pas encore et déjà parti : les ministres sont bien là puisqu'ils bouclent les dernières lois et le dernier budget, mais ils sont déjà ailleurs, songeant à ce qu'ils feront après la

défaite. Affaires et scandales - l'argent, le sang - constituent le dernier point d'ancrage dans une réalité sordide et atroce. Quoiqu'ils disent, quoi qu'ils fassent, et même s'ils n'ont rien fait, les actuels responsables politiques sont en permanence au banc des accusés.

Nul ne devrait se réjouir d'une situation qui se caractérise par le discrédit croissant de tous les médiateurs nécessaires : les syndicats, les partis, et le gouvernement ne paraissent plus capables d'organiser le débat, de lui donner sens en formulant



des critiques et des projets cohérents, et d'assurer la représentation de la société. Cette situation est d'autant plus grave que les intermédiaires de substitution ne résisteront pas longtemps. Le propre des médias, si mal nommés, est de ne rien médiatiser : ils constituent un miroir grossi et déformant de la société, et l'image qu'ils donnent d'eux-mêmes n'est qu'un reflet des idées, des préjugés et des tendances dominantes. On voit d'ailleurs que les mensonges et les manipulations de quelques uns (à TF1, à l'Événement du Jeudi...) sont en train d'ébranler tout l'édifice... Point de salut, non plus, dans le retour au « local » puisque les pratiques douteuses et irresponsables existent aussi dans certaines régions et municipalités.

Que reste-t-il quand les médiations sautent les unes après les autres ? Des

nouveaux venus, qui se prétendent les bons et rassurants interprètes de la pureté première et des valeurs vraies. Ainsi MM. Le Pen, de Villiers, Waechter, assurément très différents mais qui ont comme point commun de vouloir nous brancher directement sur l'originel, sur la terre ancestrale, sur l'élémentaire... Rien de pire que ces fictions ethnicisantes, pseudo-traditionalistes ou naturalistes qui défigurent, subvertissent et tendent à détruire les valeurs et les traditions qu'elles prétendent promouvoir. Ce n'est pas un hasard si le referendum d'initiative populaire est une revendication commune à MM. Le Pen et Waechter : l'expression directe ruine la représentation et menace les principes fondamentaux de l'État de droit. A cela s'ajoutent la mise en scène télévisée des pulsions (1) - là encore l'argent et le sang - et l'usurpation médiatique de la fonction judiciaire et des tâches policières à travers les « reality show » et les émissions qui singent les procès et les enquêtes sur les personnes disparues.

DANGERS

L'ensemble de ces conduites crée dans le domaine des valeurs, entre les fonctions, quant aux institutions représentatives, une confusion qui est aggravée par la fuite devant les responsabilités et par le conservatisme absolu des classes dirigeantes. Cette situation favorise des ruptures brutales, des révoltes irrationnelles, des impostures majeures, des replis autoritaires. Elle est beaucoup plus dangereuse que le changement de majorité annoncé pour mars prochain. Aussi devons-nous, plus que jamais, nous interdire toute complaisance pour les nageurs en eau trouble, toute participation aux campagnes de déstabilisation menées contre les responsables politiques de gauche comme de droite - sans renoncer pour autant à notre fonction critique et à notre engagement.

Sauver la politique en tant que telle est la tâche première qu'il nous faut accomplir en compagnie de tous ceux qui refusent de voir notre pays livré, comme tant d'autres aujourd'hui, à des pulsions violentes et meurtrières.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Gérard Miller, « Malaise » - le Seuil, 1992.